

Ne pas sacrifier l'industrie sur l'autel du climat

Le 14 juillet à Bruxelles, la Commission européenne a annoncé un plan pour le climat avec des objectifs très ambitieux. Nous avons pris acte de ces annonces qui nous inquiètent pour l'avenir de l'industrie française et européenne, ainsi que pour ses emplois. Une fois de plus, l'Europe et ses Etats membres veulent montrer l'exemple au reste du monde au risque de se tirer une balle dans le pied, alors que les règles, contraintes et exigences ne sont pas les mêmes d'un pays à un autre. Pour FO Métaux, il ne s'agit pas de remettre en cause l'urgence climatique. La transition énergétique doit se faire avec l'industrie et pas contre l'industrie. Elle ne doit pas non plus apporter de la souffrance sociale et mettre à mal l'emploi.

En amont de ces annonces du 14 juillet, une réunion a eu lieu à l'Élysée pour la filière automobile et nous avons exprimé de nombreuses revendications afin de défendre notre industrie et ses emplois (voir notre communiqué du 12 juillet). La bataille européenne sur le climat risque de devenir explosive dans ses Etats membres. En effet, au regard des différentes annonces du plan et en plus de l'aberration menaçant la filière automobile, c'est l'ensemble des secteurs industriels dont l'Aéronautique qui sont concernés avec, de plus, un impact pour les ménages aussi.

Le plan et ses 12 textes devront être examinés, d'ici en principe 2023 par les Etats et le Parlement européen. Pour FO Métaux, les normes environnementales, avant d'être entérinées et imposées par le Parlement européen à ses Etats membres qui ont, au passage, une part de responsabilité, devraient être identiques pour le reste de la planète. Pour répondre aux inquiétudes, la Commission propose de créer un fonds social pour le climat de 72 milliards d'euros. Ce "fonds" qui mérite d'être analysé, pourrait répondre en partie à l'une de nos revendications : mettre les moyens nécessaires pour investir sur les nouvelles technologies industrielles en Europe et surtout éviter la casse industrielle et sociale.

Il devient urgent, au niveau européen et de ses Etats, de mesurer en amont et avant toutes décisions irréversibles les réels impacts qu'elles pourraient engendrer pour l'industrie et ses emplois en y identifiant au préalable les risques et les conséquences. Ce qui permettrait à l'Europe d'ajuster en cas de besoin "le fonds européen" qui risque de ne pas suffire pour répondre aux besoins financiers et à ces enjeux.

FO Métaux condamne et condamnera toutes mesures menaçant l'industrie et l'emploi. La vigilance restera de mise afin de ne pas subir la casse industrielle et sociale avec comme curseur primordial l'emploi.

Paris, 15 juillet 2021

Contact :

Frédéric HOMEZ : Secrétaire général – 01.53.94.54.00